27me Année N° 6534 — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — UN NUMÉRO 15 CENTIMES — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — Lundi 6 Novembre 1882

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois . . 13.50
» » Six mois . . 26.»»
» » Un an . . . 50.»»
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois . . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS :
Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffite et Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires (place de la Bourse); à *Bruxelles*, l'Office de Publicité.

Les abonnements et les annonces pour le *Journal de Roubaix* sont reçus :
A Roubaix, aux bureaux du journal.
A Tourcoing, rue Nationale 18
A Lille, à la succursale de l'*Agence Havas*, rue de la Gare et aux bureaux du *Mémorial*, Grand Place, (entrée par le débris Saint-Etienne).
A Armentières, rue de Lille.
A Paris, aux bureaux de l'*Agence Havas*, place a Bourse, 8, ou rue Notre-Dame-des-Victoires, 34

ROUBAIX LE 5 NOVEMBRE 1882

L'INSTRUCTION INTÉGRALE

Dans le programme radical qu'il a formulé devant ses électeurs de Montmartre, en rendant compte de son mandat, M. Clémenceau a réclamé « l'instruction intégrale ». Le mot, à ce qu'il paraît, n'est pas absolument nouveau dans le vocabulaire du radicalisme, mais il est plus facile d'inventer un néologisme que d'en donner une suffisante définition. Or, c'est précisément la définition que nous avons peine à dégager des explications du *leader* de l'extrême gauche et des commentaires qu'y a ajoutés le journal qu'il inspire.

« Instruction intégrale », cela sonne assez bien ; mais qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire? En creusant la pensée du député de Montmartre, on finit par comprendre qu'il s'agirait de donner à tous les enfants la même instruction. En effet, le radicalisme s'indigne que l'enfant du pauvre et de l'ouvrier ait des connaissances moins étendues et moins complètes que celui du bourgeois et du riche. Cette infériorité intellectuelle entretient l'inégalité des classes et par conséquent la suprématie de ceux qui savent sur ceux qui ne savent pas, comme l'indigence matérielle entretient la tyrannie de ceux qui possèdent sur ceux qui ne possèdent pas.

L'instruction intégrale signifierait donc « Egalité et universalité de l'enseignement à tous les degrés. » Toutes les connaissances humaines seraient considérées comme un patrimoine commun auquel tous, sans exception, ont droit d'avoir part. Tous devraient pouvoir dire comme le philosophe ancien : « Je suis homme, et rien de ce qui concerne l'humanité ne m'est étranger. » *Homo sum et nihil humani à me alienum puto.*

Aujourd'hui, les masses restent plongées dans une ignorance épaisse; elles n'ont aucune notion littéraire, scientifique, philosophique, légale, économique, politique, etc., etc., et elles se trouvent, par suite, forcément exclues de toutes les fonctions sociales qui sont l'apanage absolu de la richesse et du savoir.

M. Clémenceau demande que cette distinction entre les savants et les ignorants cesse. Il veut qu'il n'y ait plus de pauvres d'esprit. Puisqu'on ne peut donner à tout le monde le capital qui est le privilège à l'oisiveté, il faut donner à tous la science, qui est le moyen de parvenir à tout.

On a décrété la gratuité, l'obligation et la laïcité de l'instruction publique ; l'intégralité doit être le couronnement de l'édifice. « Tous également instruits », voilà la vraie formule de la pédagogie démocratique.

C'est parfait ; mais pour niveler ainsi l'instruction, il faudrait d'abord niveler les intelligences, les aptitudes, les vocations, bien plus encore les volontés individuelles, et annihiler le libre choix des carrières et des professions.

Vous coulez l'enseignement dans un seul moule et vous l'imposez immuablement aux organisations les plus diverses. Vous mettez la nature, avec ses variétés infinies, dans un lit de Procuste, où vous exigez qu'elle entre bon gré malgré. Etes-vous créateur suprême, pour pétrir ainsi à votre caprice l'esprit humain ? Un programme identique pour tous ne sera, pour la plupart, qu'une monstrueuse iniquité. De quel droit et dans quel intérêt imposeriez-vous l'étude des mathématiques, de la chimie, de l'astronomie, de la philosophie, de l'économie politique, à celui qui veut être ébéniste, cordonnier, agriculteur ? De quel droit ferez-vous perdre un temps précieux à pâlir sur les œuvres des anciens et des modernes, un enfant qui, destiné à un état manuel, emploierait mieux ses jeunes années à l'apprentissage du métier qui doit le faire vivre ?

Nous gémissons déjà, dans la bourgeoisie, du trop grand nombre de demi-savants, de bacheliers de faux aloi que, chaque année, les lycées jettent à travers le monde et qui ne sont presque toujours que des paresseux, des incapables, des impuissants et des déclassés ; et vous voulez en faire autant pour ce monde du travail où le souci du pain quotidien est si pressant et si formidable ?

Jamais plus étrange et plus dangereuse utopie ne s'est produite.

Non, la mission de l'enseignement public n'est pas de réaliser l'égalité des intelligences, chose aussi follement chimérique que l'égalité des conditions. Elle est de favoriser les aptitudes constatées, de fournir libéralement à chacun les moyens de s'instruire dans la spécialité qui lui convient, de façon à pouvoir utiliser toutes les forces humaines pour la jonction à laquelle elles sont propres.

Sous prétexte d'égalité, l'intégralité que rêvent les utopistes du radicalisme, ne serait que l'anarchie de l'enseignement et, dans la société, le dechaînement sans limites de toutes les passions et de tous les appétits, tous se croyant indéfiniment capables d'aspirer à tout, et se prétendant opprimés s'ils n'arrivent à rien.

MGR DE RENDE A L'ÉLYSÉE

Le président de la République a reçu hier, à 2 h. 1/2, Mgr de Rende, Nonce apostolique, qui lui a présenté ses lettres de créance comme représentant du Saint-Siège près le gouvernement français. M. Mollard, introducteur des ambassadeurs, portant le grand cordon de Saint-Grégoire, est allé chercher S. E. le Nonce à l'hôtel de Bristol, en voiture de gala, précédé et suivi d'un détachement de cuirassiers. Le Nonce du Pape était accompagné de Mgr Ferrata, auditeur et de Mgr Tonti, secrétaire de la nonciature. Un détachement du 24e de ligne, rangé dans la cour du palais, avec drapeau et musique, rendait au nouvel ambassadeur les honneurs militaires. Le Président de la République était entouré de sa maison militaire et assisté du ministre des affaires étrangères.

M. le président du conseil assistait à l'audience. Voici les discours qui ont été échangés entre M. le Président de la République et le nouveau Nonce :

« Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous remettre les lettres qui m'accréditent auprès du gouvernement de la République française. En me présentant devant vous, M. le Président de la République, je ne puis me dispenser de manifester les sentiments de prédilection toute spéciale du Saint-Père, mon auguste Souverain, à l'égard d'un peuple dont l'histoire enregistre une longue série de services insignes rendus à l'église et à son chef suprême, et qui, encore aujourd'hui, ne cesse de lui donner des témoignages sincères de respect et de dévouement. Aussi Sa Sainteté ne peut-elle s'empêcher de former des vœux les plus ardents pour la prospérité de cette partie si chère et si importante du troupeau de Notre Seigneur et de s'appliquer avec une sollicitude toute paternelle à suivre le développement des intérêts religieux qui sont le principal objet de ma mission.

»Voulant témoigner du prix qu'il attache aux relations cordiales avec le gouvernement français, le Saint-Père m'a ordonné de venir, sans délai, occuper la place que mon illustre prédécesseur vient de quitter, après sa promotion à l'honneur de la pourpre romaine. Il m'a aussi chargé de recommander à votre patriotisme, M. le Président, ces mêmes intérêts religieux dont la connexion intime avec le bien-être de la Nation, ne peut échapper à votre perspicacité sage et impartiale. Quant à moi, que des liens particuliers et des souvenirs bien doux attachent à ce noble pays, que j'ai appris à aimer depuis ma plus tendre jeunesse, je ne ferai que m'inspirer des sentiments bienveillants de mon auguste Souverain et je ne négligerai rien de ce qui pourra contribuer, dans la mesure de mes forces, à conserver et à resserrer de plus en plus les relations amicales entre la France et le Saint-Siége. Et, c'est pour atteindre un but aussi noble, aussi utile, que je compte sur votre bienveillant appui, M. le Président, et sur celui de votre gouvernement.»

Le Président de la République a répondu de la manière suivante:

« Monsieur le Nonce apostolique :

»Je suis très touché des sentiments de prédilection pour la France et des vœux pour sa prospérité que vous exprimez au nom du Souverain Pontife. Je vous prie de transmettre à Sa Sainteté l'expression de ma respectueuse gratitude. Soyez assuré, M. le Nonce apostolique, que la protection due à la religion et l'affermissement des excellentes relations que nous entretenons avec le Saint-Siège, seront l'objet de notre constante sollicitude. Je vous remercie de votre témoignage personnel de sympathie pour la France. Elle sera heureuse de vous offrir, en retour, une cordiale hospitalité, et vous trouverez auprès de son gouvernement tout l'appui et toute la confiance que vous pouvez désirer.»

M. de Brazza dans l'Ogooué

Au banquet offert à M. de Brazza par la Société Historique et qu'a présidé M. Henri Martin, le courageux explorateur de la côte africaine a exposé de quelle façon il était parvenu, avec peu de ressources, à atteindre un résultat considérable. Ces explications sont bonnes à reproduire, après les longs et malveillants discours de M. Stanley contre M. de Brazza.

Le procédé de M. de Brazza, pour conquérir à la France les sympathies de ces peuplades lointaines a été bien simple : il a consisté à faire aimer la France en se faisant aimer.

Dans l'exploration du haut Ogooué, accomplie par M. de Brazza, la traite des esclaves était encore florissante. Voici ce que fit notre compatriote :

«Voici ce que je fis pour y faire aimer notre drapeau. J'achetais d'ailleurs quelques esclaves que je payais fort cher ; trois ou quatre cents francs chacun. Je les conduisais dans mon camp, la fourche au coup et les pieds dans des entraves. Là, j'avais fait dresser un mât avec le pavillon français à la cime. Je disais à chacun de ces malheureux d'approcher et de toucher le mât; aussitôt un soldat le délivrait de sa fourche et brisait ses entraves, et je lui disais :

» — Tu es libre ; tu peux m'accompagner à Franceville, ou, si tu le préfères, retourner dans ton pays.

» Plus tard, j'avais un esclave pour quatre colliers valant bien dix centimes.

» L'Afrique rend la guerre à qui sème la guerre ; mais, comme tous les autres pays, elle rend la paix à qui sème la paix. C'est ainsi que ma réputation allait devant moi, m'ouvrant les routes et les cœurs. Un jour, j'entendis du bruit autour de mon campement. Je fis examiner ce que c'était. On vint me dire qu'il y avait là une troupe de cent vingt esclaves qui venaient implorer la protection du *père des esclaves*. C'est le beau nom qu'à mon insu on me donnait parmi les indigènes. Ils demandaient à se rendre à la ville française (Franceville) où l'on disait que tout le monde est libre. Tout cela ne s'est pas fait en un jour. J'ai passé sept années à explorer l'Ogooué sur une longueur de huit cents kilomètres, et à répandre dans toute la région ce bon renom de la France.»

C'est la continuation de cette œuvre de conquête, pacifique s'il en fût jamais, que sollicite aujourd'hui du gouvernement français M. de Brazza.

« Si les débuts sont humbles, a-t il dit, l'œuvre est grande. Nous avons là devant nous un pays nouveau où la France peut trouver un grand débouché, non seulement pour son commerce et son industrie, mais aussi pour ses enfants, qui peuvent y créer, avec un grand empire colonial, une belle œuvre dont profiteront également la science et l'humanité. »

Conversation avec un homme politique

C'est le *Gaulois* qui publie l'intéressant article que voici :

Nous avons rencontré hier, sur le boulevard, un des hommes les plus éminents de la République — grand orateur et qui s'est, au cours de l'année dernière, révélé grand journaliste. Notre interlocuteur, qui nous a demandé de taire son nom, est ce républicain de la veille que les républicains du lendemain ont abreuvé d'outrages, parce qu'il a eu le courage de défendre la liberté contre les Ferry et les Paul Bert.

Cela dit, pour établir l'autorité de l'homme d'Etat dont nous rapportons la conversation, dialoguons :

— Permettez-moi, monsieur le ministre, de vous demander une consultation politique au lendemain des graves incidents qui viennent de se passer et à la veille de la rentrée des Chambres.

— Nous allons piétiner. On ne fera rien. Nos bons députés, qui songent d'abord à eux-mêmes, savent bien que, s'ils renversent le ministère, on ne pourra pas le remplacer. Pas de ministère, c'est la dissolution. Les députés n'aiment pas la dissolution.

— Mais alors ?

— Oh ! cette trêve intéressée ne durera pas bien longtemps. M. Duclerc ne doublera pas le cap de janvier. Ce qui se fera alors, je n'en sais rien. A mon avis, c'est encore la dissolution qui s'imposera, car je ne vois pas de quoi on ferait un cabinet viable. M. Grévy veut M. de Freycinet. Il ne jure que par Freycinet. Il est féru de Freycinet. Freycinet seul peut nous sauver. Mais M. de Freycinet n'est pas certain de la majorité ni dans une Chambre ni dans l'autre. Une coalision pourrait le renverser un jour ou l'autre, sans que personne s'y attendit. Je sais bien que M. Ferry est prêt à se sacrifier pour le bien du pays ; mais, malgré les nombreux partisans qu'il a dans la Chambre, M. J. Ferry aurait une position difficile. On est ennuyé de voir toujours cette figure apparaître à la lucarne.

— Enfin...?

— Eufin, je ne sais pas. Il faudra bien sortir d'une manière ou d'une autre des embarras où on se trouve. J'indique la dissolution, parce que la dissolution est légale et pacifique. Mais...

— Mais...?

— La République a fait tout ce qu'elle a pu pour se perdre. Elle a irrité les catholiques ; elle a irrité les libéraux. Tout occupée de sa lutte contre « les cléricaux », elle a laissé naître et grandir des sectes anarchistes qui terrorisent le pays.

Elle n'existe encore que par miracle. Dans notre pays, sous toutes les dénominations des factions politiques, il n'y a, en somme, que deux partis : le *parti des hurleurs* et le *parti des bras croisés*.

Les *bras croisés* n'ont pas encore décroisé les bras, mais ils pourraient s'y décider un beau jour. Il suffirait pour cela de quelques maisons brûlées.

— Et après ?

— Que sais-je ? La République a trop de concurrents. Si elle avait un héritier, elle serait déjà morte Mais elle n'a pas d'héritier et, dans un cataclysme, beaucoup de bons citoyens pourraient bien demander à un général de les protéger.

— Vous voyez donc la République menacée ? Craignez-vous l'émeute ? Redoutez-vous la guerre ?

— La guerre ? Je ne crois pas. L'émeute ? Je ne crois pas non plus. Les anarchistes n'ont pas d'armes. Il est vrai qu'ils ont la dynamite; mais, avec la dynamite, on ne fait pas de grandes émeutes. Enfin l'émeute, si elle se produisait maintenant, serait écrasée. L'armée, sur laquelle il ne faudra plus compter dans un an, si les choses continuent à aller leur train, n'est pas encore toute pourrie. Je crois que le général Billot ne s'avance pas quand il répond de l'ordre dans Paris.

— Vous croyez que l'armée...?

— Dans un an, vous aurez dans l'armée deux armées : celle de la France et celle des révolutionnaires.

— Mais, pour arrêter cette décomposition, que faut-il faire?

— Il faut renoncer à la politique inventée par M. Gambetta et pratiquée par M. Jules Ferry.

Il ne faut plus que le catholicisme soit l'ennemi. L'ennemi, c'est la révolution.

Il faut renvoyer tous les hommes qui ont jeté la division dans le pays et inaugurer une politique d'union de tous les honnêtes gens contre les anarchistes.

Il faut enfin poursuivre les agitateurs et les punir, afin d'enrayer le mouvement socialiste en France.

— Est-ce que des procès...?

— Des procès sont toujours efficaces quand la justice est indépendante et quand elle a une armée pour faire exécuter ses arrêtés. Aujourd'hui, c'est un prodige que la justice existe encore en France. Depuis trois ans, elle est sous le coup d'une menace de suspension, et sous cette menace les juges ont conservé leur sang-froid. C'est admirable.

La société peut donc encore compter sur la magistrature. L'armée ne la trahirait pas aujourd'hui. Je ne serais peut-être pas aussi affirmatif dans un an. On peut donc encore tout sauver. Avec de l'énergie, un gouvernement honnête expulsera les étrangers qui complotent chez nous contre nous et contre les autres et qui nous compromettent ; il châtiera les prédicateurs de pillage. Il faut commencer tout de suite cette campagne défensive.

MERMEIX.

Le dernier numéro du « Révolté »

Le dernier numéro du *Révolté*, numéro saisi à la frontière, nous est parvenu hier seulement. Ce numéro contient l'appréciation des anarchistes de Genève sur les incidents de la dernière quinzaine : attentats de Montceau — attentats de Lyon — procès de Châlon — arrestation d'anarchistes.

Plus sincères que leurs amis de France, les internationalistes de Suisse n'accusent pas la police d'inventer des complots. Vous allez voir comment ils triomphent des événements qui épouvantent la région de l'Est :

LES PRÉLUDES DE LA RÉVOLUTION

«Nous sommes en pleine insurrection en France. Chaque jour, le télégraphe nous apprend de nouvelles tentatives dirigées contre les patrons et les agents du gouvernement. On arrête des mineurs qui sortent des puits avec de la dynamite et de la poudre dans les poches. Les attaques contre les patrons ou leurs sicaires ; les lettres menaçantes, les affiches révolutionnaires surgissent de tous côtés. Paris se met de la partie et appelle à la vengeance contre les propriétaires de maisons; les murs du Creusot se couvrent de placards. Le mouvement tend à s'étendre. L'ouvrier courbé depuis des siècles sous le joug des exploiteurs, redresse la tête en apprenant que ses frères s'insurgent ; et le bourgeois sent le frisson au dos en voyant le caractère nouveau que prend, cette fois-ci, le mouvement populaire.

» En effet, il n'y a plus à en douter, nous sommes en présence d'un de ces mouvements qui sont les préludes de la Révolution.

» C'est pour mettre fin à l'exploitation odieuse dont ils sont las et humiliés, que les mineurs s'arment de dynamite et de revolvers. Ils ne se laissent plus berner par ce sophisme qui consiste à dire que, pour se défaire du patron-exploiteur, il faut changer de maître : ils vont droit au patron. Et si, comme dans tous les mouvements populaires, les premiers coups se dirigent vers le côté de la plus faible résistance, là, où les initiateurs espèrent être mieux soutenus par les masses, encore inertes; si l'on voit encore une certaine hésitation lorsqu'il s'agit d'aborder le repaire de l'ours-exploiteur — hésitation très naturelle et fort bien connue par ceux qui savent ce que c'est qu'une émeute. — il n'en est pas moins vrai que l'idée mère du soulèvement s'exprime par ces cris qui retentissent sous les plis du drapeau rouge : « Vive la Révolution sociale ! Vive 93 ! Vive l'Anarchie ! Mort aux bourgeois ! »

» Ce cri ne périra pas. Affirmé par l'émeute il se retrouvera le jour du grand soulèvement

» Maintenant, nous sommes sûrs que le caractère de la prochaine révolution s'est déterminé dans le sens que nous voulons lui donner. Maintenant nous sommes sûrs que ce ne sera plus pour un simple changement de maîtres que le peuple prendra les armes. Ce sera contre la propriété et le propriétaire que se livrera la bataille. Ce sera pour l'expropriation de toute la richesse sociale ; ce sera pour mettre fin à tout esclavage. Le mot d'ordre de la prochaine révolution ne pourra plus être une de ces formules vides de sens qu'on a voulu nous imposer. Ce sera au cri de : « Vive l'Anarchie ! » — cri qui résume toutes les aspirations du dix-neuvième siècle — que se rallieront tous les vrais révolutionnaires, et la révolution ne sera pas manquée cette fois-ci.

» Ce résultat immense, c'est l'insurrection de Montceau-les-Mines qui l'a produit.»

La forme de cet article si explicite rappelle assez la manière du compagnon Emile Gautier; il est d'autant plus probable que Gautier est l'auteur des *Préludes*, qu'il n'y est fait aucune mention des arrestations. L'article a été écrit avant les arrestations.

La *Lettre de France*, que le compagnon Emile Gautier n'a pas pu envoyer, a visiblement été faite à Genève sur des coupures pratiquées dans les journaux français. Elle contient une liste des personnes arrêtées et le récit de l'attentat du théâtre Bellecour. Cette narration débute en ces termes :

« Lundi, vers les deux heures du matin, s'est produit à l'*Assommoir* (*le rendez-vous de la haute saleté lyonnaise*) une explosion formidable... »

FEUILLETON DU 6 NOVEMBRE 1882

— 47 —

L'AÏEULE

PAR M. X***

Sans donner à mon père le temps de prononcer une parole, Yvan s'avança vers lui avec respect, mais sans timidité, et lui dit fermement :

— Nous sommes venus, votre fille et moi, vous dire que nous nous aimons. Pardonnez nous un attentat qui nous a liés l'un à l'autre à votre insu, croyez qu'il fut saint et involontaire.

— C'est pour moi une chose étrange, lui dit mon père, d'entendre de vous une phrase aussi romanesque. Je vous ai toujours considéré comme un homme pratique et de bon sens. Permettez-moi de ne pas, maintenant, changer d'opinion. Je me demande pour quoi vous avez préféré me préparer une scène aussi théâtrale. Ne pouviez-vous pas, si vous aimiez ma fille, vous expliquer avec moi et me demander simplement sa main ? Pourquoi est-elle venue avec vous ? Est-ce que cela se fait, est-ce de cette manière qu'on approche la main d'une fille bien élevée ?

— C'est lui, mon père, qui a désiré vous parler, je voulais...

— Je regrette beaucoup que tu sois ici, et qu'on t'ait entraînée à une démarche aussi inconvenante à ton âge et dans ta position, me dit mon père en m'interrompant. Mais, puisque te voilà, je te prie de te taire et d'écouter mon explication avec M. Tomski. Qu'avez-vous à me dire ? Je vous écoute, ajouta-t-il en s'adressant à Yvan.

— Très peu de chose, dit celui-ci sèchement, répondant ainsi au ton hautain de mon père, dont chaque mot avait été un coup nouveau pour son orgueil. Si je n'ai pas demandé formellement la main de votre fille, c'est seulement parce que je reconnais la distance qui la sépare de moi, non par la naissance, mais par le rang et la richesse. Mais rang et richesse peuvent s'acquérir. Je suis venu vous demander de m'accorder quelque espérance : je prendrai du service actif, et si mes efforts sont couronnés de succès, peut-être à vos yeux ne paraîtrai-je plus indigne de la main de votre fille. Je suis votre parent, et...

— J'ai cru entendre, dit mon père, que nous avions avec vous une parenté éloignée, mais avouez qu'il y a dans le monde bien des gens étrangers les uns aux autres qui sont plus proches parents que vous et moi. Je vous prie cependant de remarquer qu'à la prière instante de votre mère, je vous ai reçu dans ma maison comme quelqu'un de la famille ; j'ai eu pour vous tous les égards possibles, je vous ai fait entrer dans l'administration, je me suis occupé de votre avenir, et au lieu de reconnaissance, vous me payez par un procédé que je ne veux pas nommer du nom qu'il mérite. Vous vous êtes insinué dans ma maison et vous avez dérobé le cœur de ma fille, presque une enfant. Vous avez agi plus mal qu'un voleur : celui-ci vous prend votre argent, ce qui est une perte réparable; vous me ravissez le cœur d'une fille unique, d'une riche héritière Vous le saviez, n'est-il pas vrai ? vous êtes un homme pratique. Mais ceci est-il honnête, et puis-je encore vous adresser la parole ? J'avoue que j'ai l'habitude d'avoir affaire à des gens d'honneur et comme il faut.

— Vous vous oubliez, dit Yvan, pâle comme un linge. Il fit un pas en avant vers mon père, mais je bondis et me plaçai entre eux. Mon père me repoussa de la main.

— Oui, je veux que toi, tu saches mon immuable opinion sur lui, continua mon père, s'emportant de plus en plus. — C'est pour cela seulement que je t'ai permis d'assister à cette explication inconvenante. Pénétrer dans une maison, séduire une jeune fille, une enfant... Oui, cela est déshonorant, c'est vil !...

— Vous êtes un vieillard, vous êtes son père, dit Yvan suffoquant de rage, et je dois vous pardonner, je dois entendre de vous des choses pour lesquelles un autre payerait cher. Bien plus, je dois m'abaisser jusqu'à une justification. Vous vous trompez, vous ne connaissez pas votre fille. Quand j'appris à la connaître, je trouvai en elle une femme et non une enfant, une femme abandonnée, solitaire, incomprise. Ce n'est pas moi, c'est elle qui aima la première, ce n'est pas moi qui l'ai séduite, c'est elle qui m'a attiré par son amour. Je ne dis pas cela pour l'accuser, personne ne la respecte plus que moi, mais je veux repousser la tache dont vous voulez souiller mon honneur. Je suis aussi noble et aussi honorable que personne et votre égal en beaucoup de points. Où est mon crime ?

Chaque parole d'Yvan pénétrait au cœur de mon père ; il changea à son tour de visage et se tournant vers moi, il me dit d'une voix altérée :

— Regarde qui tu as aimé. Devant toi, devant moi, il ose dire des choses aussi étranges. Dis-moi que tu n'as pas complètement oublié ta modestie de jeune fille, dis-moi qu'il te calomnie et je te pardonne. Dis ; est-ce toi, toi la première, qui lui as avoué ton amour ?

— Il a dit la vérité, dis-je avec assez de fermeté. La force et la voix me revenaient pour défendre celui que j'aimais ; le premier engourdissement qui m'avait envahie disparut ; je me levai et m'élançai vers mon père. — Mon père, ne ruinez pas mon bonheur, ne me perdez pas : je l'aime... Si vous saviez seulement ce qu'il m'en a coûté pour vous cacher mon amour, combien de fois j'ai voulu vous l'avouer ! Il sera pour vous un fils, un fils respectueux.

— Arrête et rentre dans ton appartement. Je ne veux plus que tu restes ici et encore moins écouter de pareilles choses...

— Permettez-moi de vous dire une dernière parole, interrompit Yvan, avant que votre fille ne sorte d'ici. Accueillez ma demande et tout s'apaisera. Elle et moi, nous attendrons tant qu'il vous plaira votre consentement ; je ne lui écrirai pas, je n'essayerai pas de la voir sans votre autorisation. Permettez-moi d'espérer seulement que si, avec le temps, je parviens à me faire une position, vous ne me refuserez pas sa main. Je vous répète que tous deux nous pourrons vivre de longues années avec cette seule espérance.

— Parlez pour vous, je vous en prie, et ne mêlez pas son nom avec le vôtre. Je ne fais aucune convention et ne donne aucun consentement ni espérance de consentement.

— C'est votre dernier mot ? demanda Yvan.

— Le dernier.

— Eh bien ! dit Yvan avec résolution, je l'enlèverai, je vous en préviens.

— Alors je ne lui donnerai pas un sou. Vous avez compté sur une héritière et vous épouserez une mendiante. Bien plus, j'aurai recours aux lois qui punissent les ravisseurs et tout votre avenir sera brisé et réduit en poussière. Enlevez-la et allez vivre avec elle où vous voudrez ; je ne pense pas qu'elle soit heureuse avec ma malédiction.

Je fondis en larmes.

— Je vous ai dit mon dernier mot, continua mon père, en se levant. Permettez-moi d'espérer que votre agréable entretien est terminé.

Il me donna la main, s'inclina légèrement vers Yvan et sans dire un mot me conduisit dans ma chambre.

— Stepanida Semenovna est malade, dit-il à Emilie : — Mettez-la au lit et envoyez chercher le docteur, si elle se trouve plus mal.

La porte se referma sur lui, et je restai seule avec ma vieille bonne qui s'empressait autour de moi. Je me souviens à peine de la manière dont s'écoula cette longue et interminable journée, je me rappelle seulement que je ne cessai de verser des larmes brûlantes.

Le lendemain, je restai seule dans ma chambre; il n'y avait plus d'espérance dans mon âme; chaque parole d'Yvan et de mon père, quand je me les rappelais, entrait dans mon cœur comme une lame aiguë et le déchirait. Je me souvenais, avec un sentiment de douleur inexprimable, que l'orgueil blessé d'Yvan avait effacé à l'instant en lui tout sentiment de délicatesse et peut-être d'amour. N'avait-il pas livré à mon père notre secret, l'arche d'alliance de notre amour, en disant que ce n'était pas lui, mais moi qui l'avais aimé. N'aurait-il pas dû se taire et dans aucun cas ne faire allusion à nos rapports, au lieu de les dévoiler à la face de mon père, qui sans cela était déjà si mal disposé ? Yvan ne comprenait-il pas que, revenue de ma première stupeur, je saurais le défendre ? Il n'avait pas de confiance en moi, il ne connaissait pas mon cœur. A cette pensée, de nouvelles larmes baignèrent mon visage.

La journée s'écoula. Je ne savais pas ce qui se passait dans la maison, où était Yvan, et comment s'était terminée la lutte dont j'avais été témoin. Je ne pouvais supposer l'incertitude et je dis à Emilie d'informer mon père que je désirais le voir ; la réponse fut courte : mon père me demandait d'attendre et de me tranquilliser. Il espérait bientôt me voir. Je priai ma mère de venir me trouver : elle vint immédiatement. Jamais encore je ne l'avais vue si froide, si compassée; elle fut presque cérémonieuse.

— Que désirez-vous ? dit-elle en entrant et me donnant la main, au lieu du baiser ordinaire.

— Ma mère, soyez bonne, lui dis-je ? en pleurant, faites ma paix avec mon père et vous verrez que...

— Vous avez décidé vous-même de votre sort sans mon assentiment, dit-elle. — Il ne me paraît pas logique que vous ayez maintenant recours à moi. Je dois vous dire que vous avez été le sujet d'une querelle, votre père m'a accusé d'être la cause de votre conduite, comme si j'étais coupable parce que vous n'avez pas su profiter de l'éducation qui vous a été donnée.

Je ne disais pas en vain que vous aviez la tête remplie de billevesées, et voilà cette poésie que vous cherchiez partout : vous l'avez promptement trouvée chez vous dans une intrigue avec un cousin pauvre ! c'est plus près qu'aux champs ou dans les bois.

— Epargnez moi, dis-je à voix basse.

— Que voulez-vous que je fasse, si vous avez oublié les convenances, si vous avez agi plus mal que ne l'eût fait une bourgeoise ou une servante? Il ne me reste même pas la possibilité de vous parler. Que voulez-vous que je vous dise ? Ma présence ici est déplacée.

Elle se dirigea vers la porte, je m'élançai vers elle.

(*A suivre.*)